ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 3 avril 1969, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au placement et à l'utilisation d'un tachygraphe sur certaines catégories de véhicules automobiles", a donné le 23 avril 1969 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 3e april 1969 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het aanbrengen en het gebruik van een tachygraaf op bepaalde categorieën van motorvoertuigen", heeft de 23e april 1969 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet d'arrêté royal a pour objet d'imposer l'installation d'un tachygraphe sur les véhicules automobiles déterminés dans l'article 1er.

Il se fonde sur l'article 1er de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, qui autorise le Roi à prendre les règlements généraux relatifs, notamment, à la police de la circulation routière des moyens de transport par terre.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, le tachygraphe est un appareil destiné à mesurer la vitesse du véhicule, le kilométrage parcouru et le temps de conduite du chauffeur.

A ce titre, il est soumis à la législation sur les poids et mesures, et plus spécialement à l'arrêté royal n° 79 du 28 novembre 1939, modifiant et complétant certaines dispositions concernant les unités et instruments de mesure, confirmé par la loi du 16 juin 1947.

En ce qui concerne l'application de cette législation, le projet n'est pas complet. Notamment, aucune définition du tachygraphe n'est donnée; aucun contrôle ni aucune vérification ne sont prévus.

Des mesures complémentaires devront donc être prises pour que l'arrêté en projet puisse être appliqué.

En outre, il conviendrait de diviser le projet en deux chapitres, consacrés l'un aux conditions relatives aux aspects techniques de la réglementation et l'autre aux conditions d'utilisation de l'appareil.

.../...

Préambule.

Il convient de mentionner, dans un alinéa 1er, l'arrêté royal n° 79 du 28 novembre 1939 précité.

*

* *

L'arrêté devrait être pris également sur proposition du Ministre des Affaires économiques.

Article 1er.

Selon les explications données au Conseil d'Etat, l'article 1er, § 1er, en imposant l'utilisation "en permanence" du tachygraphe vise, notamment, l'obligation d'utiliser le tachygraphe quand le véhicule se trouve à l'étranger, de manière telle que, dans l'intention du Gouvernement, toute infraction à cette obligation, commise à l'étranger, pourrait être constatée et punie lors du retour du véhicule en Belgique.

L'article 4 du Code pénal dispose que l'infraction commise hors du territoire du Royaume, par des Belges ou par des étrangers, n'est punie, en Belgique, que dans les cas déterminés par la loi.

A défaut d'une disposition légale particulière, l'infraction à l'obligation d'utiliser le tachygraphe, commise à l'étranger, ne pourra, en vertu de l'article 7, § 1er, du Code d'instruction criminelle, être punie en Belgique que si le fait est puni par la législation du pays où il a été commis.

*

* *

.../...

Le terme "tachygraphe" est utilisé dans un sens purement technique qui n'est pas encore consacré par tous les dictionnaires. En outre, cet appareil n'étant pas exclusivement destiné au contrôle du temps de conduite (voir article 11), il conviendrait de rédiger comme suit la finale du § 1er : "... conformément aux dispositions du présent arrêté, un appareil dénommé "tachygraphe" permettant notamment de contrôler le temps de conduite".

*

* *

Au 2° du § 2, il serait conforme à notre législation interne de remplacer le mot "marchandises" par le mot "choses".

Article 2.

Le texte suivant est proposé pour le § 2:

"§ 2. Toute personne qui sollicite l'approbation d'un modèle doit justifier ... (le surplus comme au projet) ... ".

Article 5.

Il résulte des explications données au Conseil d'Etat que seuls les tachygraphes dont l'utilisation est obligatoire devront être placés par des installateurs agréés.

Il conviendrait, en conséquence, d'ajouter au § 1er, après les mots "sur les véhicules", les mots "soumis au présent arrêté".

*

* * .../...

Puisque les motifs pour lesquels l'agréation peut être donnée ou refusée concernent, en ordre principal, la capacité professionnelle du demandeur et l'équipement technique dont il dispose, il serait logique que l'agréation soit accordée ou refusée par le Ministre des Affaires économiques qui a, par ailleurs à se prononcer sur les qualités techniques de l'appareil soumis à son approbation.

*

* *

L'accès à la profession étant, en principe, libre, le refus du Ministre d'agréer un installateur pour un des motifs limitativement énumérés au § 2 de l'article 5, ne devrait être décidé qu'après audition de l'intéressé.

Cette observation vaut a fortiori pour le retrait d'agréation.

Article 6.

Au 1°, les mots "sans entraves" doivent être remplacés par "sans difficulté".

Au 3°, les mots "si nécessaire" devraient être remplacés par "le cas échéant".

Sub b, il y a lieu de lire : "le numéro d'identification ... ".

.../...

La rédaction suivante est proposée pour le d, alinéa 2 :

"On entend par circonférence effective la longueur correspondant à la distance que le véhicule couvre par un tour de roues motrices, à la pression indiquée et pour une charge égale à la tare".

Article 7.

Il est proposé de rédiger comme suit la finale de cet article : "... par le propriétaire du véhicule ou par son préposé, dans les conditions fixées par le Ministre des Affaires économiques".

Article 8.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 8.-

§ 1er. Le boîtier du tachygraphe doit être fermé à clef.

La clef doit se trouver à bord du véhicule et, soit porter un scellé, soit être enfermée dans une enveloppe ou un étui scellé.

Le scellement de la clef, de l'enveloppe ou de l'étui est effectué par le propriétaire du véhicule ou par son préposé.

§ 2. Le boîtier du tachygraphe ne peut être ouvert que par le propriétaire du véhicule ou son préposé et seulement ... (comme au projet) ... ".

.../...

Article 9.

A l'alinéa 1er, les mots "ou le préposé visé à l'article 8" devraient être remplacés par "ou son préposé".

Aux alinéas 2 et 3, il serait préférable de remplacer le mot "ils" par "le propriétaire du véhicule ou son préposé".

A l'alinéa 3, les mots "en outre" devraient être omis.

Article 13.

L'arrêté ministériel du 1er mars 1967 auquel il est fait référence, devra être abrogé dès que l'arrêté en projet sera applicable aux autocars. La référence à un texte qui sera abrogé devrait être évitée.

Par ailleurs, les modalités d'utilisation du livret pourront, selon le fonctionnaire délégué, varier d'après les catégories de véhicules.

Enfin, il conviendrait que le projet impose expressément aux conducteurs d'être porteurs du livret.

En conséquence, la rédaction suivante est proposée

"Article 13.-

§ 1er. Tout conducteur d'un véhicule soumis au présent arrêté doit être porteur d'un livret individuel de contrôle dont le Ministre des Communications détermine le modèle et les modalités d'utilisation.

.../.

§ 2. En cas de panne du tachygraphe au cours d'un voyage, le ou les conducteurs sont tenus d'inscrire sur un feuillet quotidien du livret :

1° ... ;

2° ... ;

3° ... (comme au projet) ...

§ 3. Les feuillets quotidiens utilisés ... (comme au projet) ... ".

Article 16.

Il est proposé de rédiger le § 2 comme suit :

"§ 2. Les tachygraphes utilisés avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté peuvent rester en service, aux conditions fixées par le Ministre des Affaires économiques.

Les indications relatives au temps de travail, de conduite et de repos qui ne seraient pas données par ces tachygraphes, ainsi que, le cas échéant, le moment du changement de conducteur, doivent être portés sur un feuillet quotidien du livret individuel de contrôle".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het ontwerp van koninklijk besluit heeft tot doel de verplichting op te leggen om op de in artikel 1 bepaalde motorvoertuigen een "tachygraaf" aan te brengen.

Het steunt op artikel 1 van de op 16 maart 1968 gecoördineerde wet betreffende de politie over het wegverkeer, dat de Koning machtigt tot het vaststellen van de algemene reglementen betreffende onder meer de politie over het verkeer op de wegen van middelen van vervoer te land.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, is de tachygraaf een toestel voor het meten van de snelheid van het voertuig, de afgelegde afstand en de rijtijd.

Als zodanig valt het onder de wetgeving op de maten en gewichten, meer bepaald onder het koninklijk besluit nr. 79 van 28 november 1939 tot wijziging en aanvulling van zekere bepalingen betreffende de meeteenheden en meettuigen, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1947.

Wat de toepassing van die wetgeving betreft, is het ontwerp niet volledig. Zo wordt er geen definitie van de tachygraaf gegeven en is er geen sprake van enige controle of ijking.

Aanvullende maatregelen zullen dus genomen moeten worden opdat het ontwerp-besluit toegepast kan worden.

.../...

Het ontwerp zou bovendien in twee hoofdstukken moeten worden verdeeld, het ene gewijd aan de voorwaarden in verband met de technische aspecten van de reglementering, het andere aan de voorwaarden betreffende het gebruik van het toestel.

Aanhef.

In een eerste lid moet melding worden gemaakt van eerdergenoemd koninklijk besluit nr. 79 van 28 november 1939.

*
* *

Het besluit zou ook op de voordracht van de Minister van Economische Zaken moeten worden vastgesteld.

Artikel 1.

Naar aan de Raad van State is verklaard, bedoelt artikel 1, § 1, waar het zegt dat de tachygraaf "bestendig gebezigd" moet worden, onder meer dat hij ook moet worden gebruikt wanneer het voertuig zich in het buitenland bevindt, zodat iedere desbetreffende overtreding in het buitenland volgens de Regering vastgesteld en gestraft zou kunnen worden wanneer het voertuig in België terugkeert.

.../...

Artikel 4 van het Strafwetboek bepaalt : "Het misdrijf, buiten het grondgebied van het Rijk door Belgen of door vreemdelingen gepleegd, wordt in België niet gestraft dan in de gevallen bij de wet bepaald".

Bij gemis van een bijzondere bepaling zal de in het buitenland gepleegde overtreding van de verplichting om een tachygraaf te gebruiken, krachtens artikel 7, § 1, van het Wetboek van strafvordering in België alleen gestraft kunnen worden indien op het feit straf gesteld is door de wet van het land waar het is gepleegd.

*
* *

De term "tachygraaf" is gebruikt in een zuiver technische betekenis die nog niet in alle woordenboeken is opgegeven. Aangezien dat toestel bovendien niet uitsluitend dient voor het controleren van de stuurtijd (zie artikel 11), zou § 1 als volgt moeten worden geredigeerd : "Alle motorvoertuigen ... moeten overeenkomstig het bepaalde in dit besluit voorzien zijn van een doorlopend gebezigd toestel, "tachygraaf" genoemd, waarmede onder meer de rijtijd gecontroleerd kan worden".

*
* *

Ter wille van de overeenstemming met 's lands wetgeving vervange men in § 2, 2°, de term "goederenvervoer" door "vervoer van zaken".

.../...

Artikel 2.

Voor § 2 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 2. Hij die om goedkeuring van een model vraagt, moet he bewijs leveren ... (voorts zoals in het ontwerp) ...

Artikel 5.

Naar aan de Raad van State is verklaard, zullen alleen de tachygrafen waarvan het gebruik verplicht is, door erkende installateurs geplaatst moeten worden.

In § 1 zouden derhalve de woorden "aan dit besluit onderworpen" moeten worden ingevoegd vóór het woord "voertuigen".

*

* *

Aangezien de redenen op grond waarvan de erkenning verleend of geweigerd kan worden, in hoofdzaak betrekking hebben op de beroepsbekwaamheid van de aanvrager en op de technische toerusting waarover hij beschikt, ware het logisch dat de erkenning wordt verleend of geweigerd door de Minister van Economische Zaken, die zich overigens dient uit te spreken over de technische hoedanigheden van het toestel dat hem ter goedkeuring wordt voorgelegd.

*

* *

.../...

Aangezien vestiging in beginsel vrij is, zou de Minister de erkenning van een installateur om een van de in artikel 5, § 2, beperkend opgesomde redenen alleen maar mogen weigeren nadat de betrokkene is gehoord.

Dit geldt a fortiori voor de intrekking van de vergunning.

Artikel 6.

In de tekst onder 1° vervange men de woorden "dat de aanduidingen erop zonder hinder kunnen gelezen worden" door "dat de verstrekte gegevens zonder moeite kunnen worden afgelezen".

Onder 3° vervange men de woorden "zo nodig" door "in voorkomend geval".

De tekst onder b leze men als volgt : "het erkenningsnummer van de installateur".

Voor de tekst onder d, tweede lid, wordt voorgeste

"Onder werkelijke cirkelomtrek wordt verstaan de lengte die overeenkomt met de afstand welke het voertuig aflegt bij één wenteling van de drijfwielen onder de aangegeven druk en met een lading gelijk aan de tarra".

Artikel 7.

Het slot van dit artikel leze men als volgt :

.../...

"... door de eigenaar van het voertuig of door zijn aangestelde, onder de voorwaarden bepaald door de Minister van Economische Zaken".

Artikel 8.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 8.-

§ 1. De doos met de tachygraaf moet op slot zijn.

De sleutel moet zich aan boord van het voertuig bevinden en ofwel verzegeld zijn, ofwel in een verzegelde omslag of koker steken.

De sleutel, de omslag of de koker wordt verzegeld door de eigenaar van het voertuig of door zijn aangestelde

§ 2. De doos met de tachygraaf mag slechts geopend worden door de eigenaar van het voertuig of door zijn aangestelde, en alleen ... (zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 9.

Het begin van dit artikel leze men als volgt : "De eigenaar van het voertuig of zijn aangestelde moet ervoor zorgen ...".

In het tweede en het derde lid is het verkieslijk de woorden "moeten zij" te vervangen door "moet de eigenaar van het voertuig of zijn aangestelde".

In het derde lid schrappe men het woord "bovendien"

.../...

Artikel 13.

Het ministerieel besluit van 1 maart 1967 waarnaar dit artikel verwijst, zal moeten worden opgeheven zodra het ontwerp-besluit toepassing vindt op autocars. Men verwijze liever niet naar een tekst die staat te worden opgeheven.

Het gebruik van het boekje zal volgens de gemachtigde ambtenaar kunnen verschillen naar gelang van categorie waartoe het voertuig behoort.

Ten slotte zou het ontwerp-besluit de bestuurder uitdrukkelijk moeten verplichten het boekje bij zich te hebben.

Derhalve wordt voorgesteld, artikel 13 als volgt te lezen :

"Artikel 13.-

§ 1. Elke bestuurder van een aan dit besluit onderworpen voertuig moet een persoonlijk controleboekje bijzich hebben, waarvan het model en het gebruik door de Minister van Verkeerswezen worden bepaald.

§ 2. Indien de tachygraaf tijdens een rit defect raakt, moet de bestuurder of moeten de bestuurders op een dagelijks werkblad van het boekje vermelden :

1° de gegevens ...;

2° ... ;

3° ... (zoals in het ontwerp)...

§ 3. De gebruikte dagelijkse werkbladen ... (zoals in het ontwerp) ... ".

.../...

Artikel 16.

Voorgesteld wordt, § 2 als volgt te lezen :

" § 2. De tachygrafen die in gebruik zijn vóór de dag waarop dit besluit in werking treedt, mogen verder gebezigd worden onder de voorwaarden bepaald door de Minister van Economische Zaken.

De gegevens betreffende de arbeidsduur, de rijtijd en de rusttijd welke die tachygrafen niet mochten verschaffen, alsook, in voorkomend geval, het tijdstip waarop van bestuurder werd verwisseld, moeten op een dagelijks werkblad van het persoonlijk controleboekje worden ingevuld".

---

nbre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
urs : ren :	G.VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
ne : ouw :	J.MASQUELIN, G.CISELET,	conseillers d'Etat, staatsraden,	
sieurs : deren :	P.DE VISSCHER, G.ARONSTEIN,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.J.COOLEN, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.COOLEN, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) G.VAN BUNNEN.